

## DICTATURE

1841-1845

En vertu du plan de Tacubaya, Santa-Anna devait exercer le pouvoir discrétionnaire jusqu'à la publication des « bases organiques » qu'un nouveau congrès constituant rédigerait. Ce congrès fut convoqué le plus tôt possible, c'est à dire au mois de décembre; avant sa convocation, il fallait calmer les esprits et mettre un peu d'ordre dans l'administration. Une lettre du président Santa-Anna au général Woll, et datée de Mexico, 18 octobre 1841, nous révèle une partie de ses embarras au lendemain de cette révolution... « Vous n'avez pas d'idée de l'état misérable dans lequel nous a laissés l'ancienne administration. Sans argent et sans soldats; tout est engagé, hypothéqué et donné à la fourberie... Je prépare un corps d'armée de douze mille hommes et des secours pécuniaires suffisants pour agir au Texas... Les idées contenues dans mon allocution au peuple, sont celles de ma foi politique, intéressée dans la félicité commune. Mais dorénavant, tout se réglera par les mains du congrès national qui doit se réunir pour constituer notre infortuné pays. En

CAPILLA ALFONSO  
DIPLOMA DE LA UNIVERSIDAD



attendant, que l'ordre soit conservé, et que personne ne lève l'étendard de mon parti sous aucun prétexte... »

Dans cette lettre, il prêche la concorde entre tous les généraux, au nom de la patrie commune; il en donne lui-même l'exemple, en racontant qu'il a embrassé Bustamante et ses plus mortels ennemis. Il donne également copie d'une lettre qu'il écrivait au général Arista, commandant les frontières du Rio-Grande, pour lui reprocher « sa conduite équivoque vis-à-vis des exaltés démagogues et des Texiens qu'il protégeait, et qui ont toujours lacéré le cœur de la patrie. » Dans une lettre du 10 novembre suivant, il revient sur le chapitre de la réconciliation, et dit : — « J'éprouve un profond chagrin de voir la résistance du général Ampudia à se réconcilier avec Arista. Je vous nomme agent de cette réconciliation. — A. L. de Santa-Anna. »

Le 1<sup>er</sup> octobre 1841, le général Valencia avait cru devoir pareillement justifier sa révolte contre le gouvernement qu'il avait servi jusqu'alors. Il publia un manifeste dans lequel on lit les passages suivants : — « La constitution — de 1836 — fut reçue avec déplaisir, » — on dit toujours du mal des choses dont on ne veut plus, — « elle s'implanta avec beaucoup de difficultés, et, dès le commencement, on la crut tellement impraticable que le président lui-même, élevé par elle à la suprême magistrature, déclara, dans l'acte solennel du serment de son inauguration, qu'il ne l'exécuterait que selon sa conscience et son honneur. Postérieurement, le président, ses ministres avec la majorité de la Chambre des députés et une partie du Sénat jugèrent que cette constitution était insoutenable sans l'appui de facultés extraordinaires, ce qui équivalait à dire que l'arbitraire était préférable à l'existence même de la constitution. . . . . »

« Durant toute cette époque le découragement augmentait, les mouvements armés se reproduisaient, et plus d'une fois il fallut les réprimer par la force et la perte de beaucoup de Mexicains... Dès lors, aussi souvent que j'en eus l'occa-

sion, je fis remarquer au señor Bustamante la nécessité de réformer promptement la constitution; de renvoyer du ministère les personnes que l'opinion publique n'accueillait pas avec faveur; pour qu'on ne mit à mort personne sans les formalités prescrites par la loi; pour que la justice fût rendue sans acception de personne; enfin pour qu'on retirât l'impôt de quinze pour cent sur les marchandises étrangères, parce qu'en le maintenant on donnerait lieu à des réclamations de la part de l'étranger et provoquerait une révolution parmi nous.

« Mais ces observations faites avec franchise et bonne foi furent mal reçues, et plus mal interprétées encore. » Le général terminait en faisant un sombre tableau de la situation qui lui mit les armes à la main, et conjurait ses concitoyens de nommer au prochain congrès des hommes désintéressés et patriotes pour travailler « au règne de l'ordre, de la justice et de la liberté. »

C'était beaucoup demander à ce malheureux pays, auquel on demandait toujours, auquel on ne donnait rien en échange des douleurs et des misères que ses gouvernements lui infligeaient. Le 10 décembre 1841, le pouvoir exécutif lança un manifeste et la *convocatoria* pour les élections. Ce document était signé : Antonio Lopez de Santa-Anna, président provisoire de la république; José Maria Bocanegra, ministre des affaires étrangères et de l'intérieur; Crispiniano del Castillo, ministre de la justice et de l'instruction publique; José Ignacio Trigueros, ministre des finances, et José Maria Tornel y Mendivil, ministre de la guerre et de la marine. — Voici quelques extraits de ce manifeste.

« Le suprême pouvoir exécutif provisoire remplit aujourd'hui l'heureux devoir d'expédier la loi de convocation pour le congrès constituant, conformément au quatrième article des bases adoptées à Tacubaya pour la réorganisation de la république. Le premier objet de la plus noble et de la plus généreuse des révolutions dont ce siècle a été témoin fut de réintégrer la nation dans la plénitude de ses droits, pour



que, sans obstacle et sans entrave, elle réunit ses enfants les plus chers dans un congrès ayant toutes les facultés de la constituer d'une manière analogue à ses nécessités et aux exigences d'une époque dans laquelle progresse autant le genre humain. » Après avoir fait un pompeux éloge de la révolution, le manifeste traite la question des élections, résolue par le gouvernement sur les bases de l'égalité des provinces.

Par cette *convocatoria*, un député devait être élu sur soixante et dix mille habitants, et un autre pour chaque fraction excédant trente-cinq mille habitants. Il y avait trois élections à faire dans chaque département. Aux premières élections, désignées pour le 5 mars 1842, on devait nommer un électeur sur cinq cents habitants. Aux secondes, désignées pour le 20 du même mois, vingt des premiers électeurs nommaient un électeur départemental. Enfin, le 1<sup>er</sup> avril 1842, les électeurs départementaux procédaient à l'élection des députés. Les députés devaient se réunir à Mexico le 4<sup>er</sup> juin, et nommer huit jours après le président, le vice-président et les secrétaires. Le lendemain, l'installation du congrès et celle du pouvoir exécutif avaient lieu officiellement.

Les amis de Santa-Anna le blâmaient de ne pas garder les pouvoirs discrétionnaires que lui conférait le plan de Tacubaya, et de vouloir d'un congrès et d'une constitution qui, comme les précédents et l'expérience de vingt ans l'avaient prouvé, devaient embarrasser sa marche et continuer les malheurs de la patrie. Mais Santa-Anna n'aimait pas la responsabilité du pouvoir absolu; il aimait trop sa solitude et ses plaisirs de Manga-de-Clavo, pour accéder à ces insinuations; puis, il espérait toujours que le régime constitutionnel finirait par implanter l'ordre et la régularité dans le pays. On verra bientôt combien ses espérances furent vaines; en attendant, je dois publier des extraits de sa correspondance pour montrer quelles étaient ses principales préoccupations d'alors.

Adrien Woll, récemment nommé général en chef de la seconde division, se préparait à marcher sur le Texas, dont le Mexique avait toujours à se plaindre. Santa-Anna écrivit au général, le 28 janvier 1842... « Quant aux ordres qui vous ont été communiqués et le mouvement que je vous ai ordonné d'exécuter sur le Bejar, vous devez comprendre que le moment est venu de prendre les premiers l'initiative contre les aventuriers du Texas. Il y a déjà longtemps que nous dormons dans les bras de l'infamie et de la dégradation, grâce à l'ineptie et à la poltronnerie d'un général qui s'intitulait second en chef, et à l'apathie de l'ancienne administration, tandis que les Texiens ne cessaient de travailler pour s'assurer nos terres; mais il n'était pas possible de continuer ainsi, et le gouvernement s'efforcera puissamment de dissiper et de détruire ces odieux ennemis de la nation. — A. L. de Santa-Anna. » — Le 15 mars, à la suite de nouveaux ordres, il ajoute... « Vous qui connaissez mon caractère, vous comprendrez combien je suis mortifié de la lenteur des mouvements contre les Texiens et de ce que les frontières n'ont pas été mises en état de défense, comme je l'avais ordonné... Le gouvernement sait que les ennemis de la nation ont placé leurs mines à Matamoros. »

En effet, les difficultés rencontrées par le général Woll, pour organiser son expédition, paraissaient insurmontables. Le général Arista, Canalès et toutes les autorités supérieures, civiles et militaires du Tamaulipas, s'enrichissaient par la contrebande avec les Texiens, et paralysaient les efforts du commandant en chef; quand il demandait de l'argent à l'administrateur de la douane, par ordre du gouvernement, on lui répondait qu'il n'y en avait pas. Arista en avait bien trouvé, avant d'être remplacé dans son commandement par le général Woll, mais c'était à des conditions usuraires qui parurent fort suspectes à tout le monde... « Les ordres ont été donnés, écrivait à ce sujet Santa-Anna, le 30 mars, pour que le crédit du général Arista reste couvert, payant à M. Marks les dix mille piastres qu'il lui a



prêtées, à la condition qu'on lui en rendrait vingt-sept mille! » Le général Woll dut engager son crédit et faire usage de ses propres ressources pour avancer et compléter les sommes dont il avait besoin et que les autorités locales disaient ne pouvoir lui donner. Agir comme Arista, lui parut indigne d'un homme d'honneur.

La correspondance de Santa-Anna pendant les mois de mars et d'avril est remplie de curieux détails sur les préparatifs de cette campagne et les moyens d'en assurer le succès. Les conseils et les encouragements se mêlent à l'indignation contre les Américains, formulée en termes éloquentes et très énergiques. Dans ses lettres intimes, Santa-Anna révèle un patriotisme qu'on ne retrouve jamais, à pareil degré, chez aucun Mexicain. Il tenait à ce que le général Woll fit une invasion à San-Antonio, à Goliad, à Tepano, à la tête de huit cents cavaliers, ayant chacun un cheval de rechange, pour enlever tous les petits détachements américains. Le général Arista retardait indéfiniment cette expédition par des manœuvres déloyales. On aurait dit, et l'on disait en effet, qu'il était acheté par les Texiens, pour faire avorter l'entreprise de son gouvernement. Au moment de partir, Arista renvoya tous les chevaux dans l'intérieur. Santa-Anna n'osa pourtant pas retirer le commandement de sa division à son ami, et pria le général Woll de se mettre en route quand même... « Le manège tenu par M. Arista, écrivait-il le 13 août, ne m'est pas inconnu, ni celui qu'il pourra tenir plus tard à Mexico; mais ce monsieur n'est pas de ceux qui savent se suffire à eux-mêmes, et je condamne d'autant plus sa conduite qu'elle n'est pas des plus honorables. »

Déjà le 20 juillet, Santa-Anna écrivait au même général... « Vous savez qu'il a été envoyé des ordres pour former une investigation progressive sur l'emploi des quatre-vingt onze mille piastres envoyées au général Arista, » — pour l'expédition du Texas et dépensées on n'a jamais su comment. — « Ce monsieur, récompensé comme il ne le méritait pas, a

agi d'une manière infâme, tandis qu'il aurait pu, par des services réels, se rendre digne des faveurs qui lui ont été accordées. » Dans une autre lettre du mois de mars 1843, Santa-Anna demande une nouvelle enquête pour savoir ce que sont devenus les chevaux que le général Arista avait fait acheter, pour le compte du gouvernement, dans ses propres haciendas, et d'autres dont l'achat avait coûté des sommes énormes, et qu'on ne put retrouver lorsque son commandement lui fut enlevé. A l'époque où ce général commandait les frontières du Rio Grande, il s'improvisa une fortune considérable; on croyait communément que les fonds publics y entraient pour une bonne part, au détriment de l'armée et du service national. Cette petite digression était nécessaire pour juger un homme qui jouera bientôt un rôle très important dans son pays.

A peine les élections pour la nomination des députés se terminaient-elles, que les amis de Santa-Anna s'aperçurent que le président avait eu tort de tant se presser pour avoir un congrès. La dictature avait été mal définie dans le plan de Tacubaya; elle ne s'y trouvait proclamée que d'une manière implicite; on essaya de l'ériger formellement. La première trace de ce projet se voit dans la lettre suivante du général Ampudia adressée au général Woll qui n'était pas encore parti pour le Texas. Cette lettre, en tête de laquelle on lit : — Très réservée, — commence ainsi : « Mon cher Pilade, Matamoros, 9 mai 1842. — Je viens de recevoir une longue lettre de Mexico, signée par D. Antonio Maria Landero..., actuellement employé au ministère des finances... un des alliés de notre illustre ami le général président. Il commence par me parler, dans cette lettre, de l'état gardé par la nation, quand le plan régénérateur de Paredès fut secondé par nous autres et tout le pays. Il dit que les améliorations qu'on pouvait espérer, en conséquence d'un tel changement de choses, vont disparaître bientôt, parce que la faction fédérale a triomphé dans les élections de presque tous les départements. Un tel malheur causera des maux

BIBLIOTECA ALFONSO XIII



infinis à la patrie, et nécessitera un remède énergique et prompt. Enfin, l'on m'invite à une révolution qui a pour objet la proclamation du plan dont je t'envoie la copie.

« Je viens d'écrire au général Santa-Anna, en lui envoyant une copie de ces deux documents, le priant de me donner des instructions pour agir avec plus de sagesse et de maturité. Je t'en fais part dès à présent pour ta gouverne. J'ai fait la même chose pour Rivas... qui m'a écrit que la démagogie levait déjà la tête... »

« Les nouvelles de l'ennemi sont les suivantes : aux environs du rancho de Kynny, il y a deux cents fantassins et soixante cavaliers; dans le Copano, deux cents, et à la Balise cinq cents. Il en attendait, il y a quatre ou six jours, cent cinquante de plus, venant par eau de Galveston. Les chefs annonçaient que dans trois semaines, ils réuniraient trois mille hommes pour attaquer cette place. — Pedro Ampudia. »

Dans le plan auquel il est ici fait allusion, Santa-Anna était déclaré chef suprême des troupes et de la nation, à vie. Quant à ses pouvoirs, ils n'avaient d'autres limites que le maintien de la religion catholique, apostolique et romaine, l'indépendance et l'intégrité du territoire. Santa-Anna se trouvait, selon son habitude, à la campagne et le général D. Nicolas Bravo gouvernait alors pour lui. Obliger un homme qui ne pouvait s'asseoir sur le fauteuil présidentiel que par l'entremise d'un remplaçant, et ne l'occupait pas vingt-quatre heures sans l'abandonner; l'obliger à l'occuper toujours, lorsqu'il passait sa vie à le désertir, était un projet insensé; aussi, Santa-Anna le découragea et le fit avorter. L'affaire du Texas l'intéressait davantage que ce surcroît de pouvoir, dont on voulait le charger malgré lui.

Enfin, le général Woll, pressé par la saison des pluies et par le président, se mit en route avec treize cents hommes pour San-Antonio. Afin de ne pas donner l'alarme aux Texiens, il s'avança dans le nord, traversa le Nueces et le Rio-Frio, non loin de leurs sources; de la sorte, il évitait des combats inutiles et les difficultés du passage de ces

rivières qui, à cette latitude, pouvaient être franchies à gué. La route qu'il traça dans ces déserts, prit son nom qu'elle a conservé depuis : — *General Woll's road*. Il arriva à l'improviste devant la ville de San-Antonio, musique en tête. Ses musiciens, étonnés de n'avoir pas entendu siffler une seule balle pendant ce long voyage, et, naïfs à l'excès, n'attendent pas les ordres du général pour se mettre à couvert; ils pénètrent dans les rues, à la faveur d'une brouillard épais, et font entendre les airs nationaux, à grand renfort de grosse caisse et de trombone. Ce n'était guère le moyen de surprendre l'ennemi. Les Texiens, ainsi avertis par la musique mexicaine, accourent en toute hâte, et font feu au hasard; la musique, fortement endommagée par les balles de l'ennemi, se sauve comme elle peut. Le général Woll se met alors à la tête de ses soldats, enlève la ville d'assaut, puis l'Alamo, où les Texiens se sont réfugiés, et leur fait cent cinquante prisonniers qu'il ne fusille pas, malgré les ordres qu'il avait reçus.

Le lendemain, 12 septembre 1842, le général lance une proclamation aux habitants pour les rassurer, leur garantir la vie sauve et le respect de leurs propriétés, la guerre n'étant faite que contre les insurgés armés; il terminait en disant que si les circonstances l'engageaient à quitter la ville sans y laisser de garnison, il ne la traiterait pas avec autant de générosité, dans le cas où elle se révolterait de nouveau. Le 18 septembre, il apprend que quatre mille ennemis viennent l'attaquer; le général vole aussitôt à leur rencontre, pour les battre en détail, seulement avec la moitié de son effectif, l'autre moitié reste à San-Antonio. Au Salado, il se trouve en présence de mille Texiens embusqués dans la forêt. Traverser la rivière sur le flanc gauche de l'ennemi, l'attaquer et l'obliger à céder le terrain, fut l'affaire d'un moment. Sur ces entrefaites, un Texien rallié, le major Seguin vient annoncer que trois cents cavaliers ennemis arrivent sur l'arrière-garde. Alors, le général Woll forme brusquement deux petites colonnes de cent soixante dra-



gons qu'il place sous le commandement du colonel Montero. Une charge vigoureuse est ordonnée, mais le premier peloton de chaque colonne est tué ou blessé, dès l'ouverture du feu; le reste hésite. Le colonel court auprès du général Woll lui demander des cartouches. — « Pas de cartouches à la cavalerie qui a des sabres et des lances! répond le général, pied à terre! qu'on me suive et en avant! » L'ordre est exécuté et tous les Texiens furent sabrés ou tués à coups de lance; cinq prisonniers seulement échappèrent à la mort.

De retour à San-Antonio, le général reçut l'ordre de ne pas poursuivre la campagne, à cause de la saison, du manque de ressources, et de se retirer sur le territoire mexicain. Avant de partir, il organise un convoi de cent cinquante chariots traînés par des bœufs, pour les familles qui fuyaient les persécutions des Texiens, et les fait escorter pour les mettre en sûreté. Le 22 septembre, il arrive à Arroyo-Hondo, où il apprend que quatorze cents ennemis marchent contre lui. Ayant donné des escortes aux émigrants, aux prisonniers et aux blessés, il ne lui restait plus que cinq cents hommes; néanmoins, il les dispose dans une embuscade, attend que les Texiens se soient avancés, puis il commande le feu. L'avant-garde ennemie surprise, épouvantée, prend aussitôt la fuite, met le désordre au centre, à l'arrière-garde et tout ce corps d'armée se sauve, laissant ses morts, ses blessés et des prisonniers sur le champ de bataille. Un officier et deux hommes seulement restent, se cachent et tentent d'assassiner le général en lui tirant deux coups de fusil; mais il le manquent et fuient ensuite de toute la vitesse de leurs chevaux.

Cette campagne, courte, rapide et glorieuse, fut approuvée comme elle méritait par le gouvernement de Mexico qui décréta une décoration pour les officiers et une plaque d'honneur pour leur général qui fut en outre nommé au commandement de l'armée du nord, en remplacement du général Isidro Reyes. Ce dut être dans le commencement d'octobre que l'expédition mexicaine arriva sur le Rio Grande. Une

petite brochure fut imprimée en octobre 1842, à Saltillo, ayant pour titre : — « Renseignement historique sur la réception faite au général D. Adrien Woll et à la seconde division de l'armée du nord, dans la ville de S. Fernando de Rosas, par S. Exc. le général en chef D. Isidro Reyes, avec son état-major et la brigade de réserve. » — Cette brochure donne des détails fort curieux sur le cortège, le char de triomphe et les fêtes célébrées en l'honneur du vainqueur. Une lettre du général Woll, adressée au président Santa-Anna pour lui demander au nom de l'humanité et à titre de récompense, la vie sauve des prisonniers, porte la date : — « Rio Grande, 9 octobre 1842, » — c'est à dire vingt-huit jours après la prise de San-Antonio. La brochure et cette lettre sont les deux seuls documents qui m'indiquent à quelques jours près la rentrée de cette expédition dont les histoires mexicaines ne parlent pas. La correspondance de Santa-Anna, du mois d'octobre de cette année, respire la joie la plus franche sur les succès de cette campagne. Au mois de novembre, de son hacienda de Manga-de-Clavo, il ne cessait de s'occuper de cette expédition, si bien commencée, et qu'Arista ainsi que le nouveau gouvernement rendirent inutile.

Le 19 novembre, D. José Maria Tornel, ministre de la guerre, envoya aux principaux commandants militaires une lettre circulaire relative à la constitution préparée par le congrès. Voici ce que dit cette lettre : — « Je vous envoie un exemplaire du projet de constitution présenté par le congrès, afin que vous l'examiniez avec cet intérêt que vous ont toujours inspiré les affaires desquelles dépend le sort de la patrie. Donnez-moi votre opinion sur son opportunité et sur les bienfaits ou les maux qu'elle peut causer pour établir la liberté, sans préjudice de l'ordre.

« Le gouvernement espérait que le projet serait rejeté, parce qu'il le considère comme le code de l'anarchie et qu'il n'organise rien autre que la désobéissance; mais il y a dans le congrès une majorité qui, sous le prétexte du progrès,



accélère la destruction de la société, et l'a approuvé dans son ensemble. Maintenant, avec une précipitation scandaleuse, elle approuve aussi tous les articles en particulier; de sorte qu'avant un mois, on aura lancé ce boute-feu qui causera plus de maux que la constitution de 1824, et fera triompher la démagogie intolérante et cruelle de 1828 et 1833... — J. M. Tornel de Mendivil. »

Cette constitution, proclamée le 12 juin 1843, sous le titre de : BASES DE L'ORGANISATION POLITIQUE DE LA RÉPUBLIQUE MEXICAINE, Canalizo étant vice-président, n'était qu'un piège tendu dès le mois d'avril, au gouvernement, par les députés libéraux. Ils avaient promis à Santa-Anna leur concours s'il consentait à leur laisser faire une constitution. Le président, très constitutionnel lui-même, et n'aimant pas gouverner, se laissa facilement persuader. Cette conduite était d'autant plus habile de la part de Santa-Anna, qu'on ne pouvait pas l'accuser d'avoir trompé la nation et empêché la réunion du congrès d'après le plan de Tacubaya. Dans les BASES ORGANIQUES, il est déclaré que le Mexique adopte la forme du système populaire représentatif pour son gouvernement; que le territoire sera divisé en départements; que le pouvoir politique réside dans la nation; que la religion catholique est la seule professée et la seule protégée à l'exclusion de toutes les autres; que l'esclavage n'est pas permis, et que personne ne sera poursuivi pour ses opinions ni soumis à d'autres impôts que ceux imposés par les lois... Le pouvoir législatif résidait dans un congrès divisé en chambre des députés, sénat et un troisième corps appelé députation permanente, formé de quatre sénateurs et de cinq députés. L'office de ce dernier était de convoquer les sessions extraordinaires du congrès, de recevoir les certificats de l'élection du président, des sénateurs, etc. Le pouvoir exécutif était confié à un président, élu pour cinq ans...

Par cette constitution, le gouvernement, tout central qu'il était, devenait une machine politique tellement compliquée, qu'elle laissait mille petites portes ouvertes à la corruption

et à l'arbitraire, de sorte que les petites ambitions et la cupidité privée s'y trouvaient à l'aise. Santa-Anna refusa de sévir contre les administrateurs, dans la crainte de s'en faire des ennemis; il en destitua même plusieurs parfaitement honnêtes pour les remplacer par des administrateurs infidèles. Les prétextes qu'il donnait pour agir ainsi sont assez spécieux pour mériter d'être connus. Lorsqu'un navire marchand arrivait en vue d'un port mexicain, le capitaine et ses commanditaires allaient trouver le directeur de la douane et lui offraient une somme importante afin d'obtenir une diminution considérable sur le prix à payer pour les droits d'entrée. Le directeur acceptait ordinairement. Quand, par hasard, ce directeur était honnête et refusait, le capitaine remettait à la voile et portait plus loin ses marchandises qu'il introduisait par contrebande sur le territoire mexicain. L'honnêteté d'un directeur de douane amenait donc le vide dans la caisse et la souffrance dans le commerce. Dans presque toute l'administration ce manège se reproduisait, soit pour les recettes, soit pour les impositions, soit pour les fournitures. Il n'en aurait pas été ainsi, si le gouvernement avait eu des hommes pour empêcher la contrebande, et des inspecteurs fidèles pour surveiller les employés; mais avec les révolutions continuelles dont souffrait le pays, il était difficile d'introduire la moralité parmi les individus, et l'ordre dans les finances. On comprendra maintenant pourquoi le gouvernement mexicain témoignait une certaine faiblesse pour les administrateurs infidèles qui s'enrichissaient, mais apportaient de l'argent au trésor, tandis que les employés honnêtes, mal ou point payés du tout, s'appauvrisaient et produisaient le vide dans les caisses de l'Etat.

Comme il suffisait d'attaquer un rouage de cette machine politique pour arrêter tout mouvement, et que le patriotisme des gouvernants et des gouvernés n'était que de l'égoïsme personnel, aucun gouvernement n'avait de chance de durée. L'ordre n'est possible qu'avec la moralité qui le respecte et la force qui le sanctionne. Au Mexique, le pouvoir exécutif